

Liquider mai 68 ?

Paru dans l'ouvrage collectif, *Les droites en France (1789-2008)*, CNRS Editions, 2008, p. 61-68.
Paru au préalable dans *Le Nouvel Observateur*, novembre 2007.

En avril dernier, le candidat Sarkozy s'est proposé de « liquider » l'héritage de mai 1968, pour le plus grand bonheur des uns et à la stupeur des autres. Sarkozy, qui passe pour libéral et démocrate, serait-il opposé à la libéralisation et à la démocratisation des mœurs ? Ou faut-il distinguer deux conceptions de la démocratie libérale ? Pour apporter à cette question un début de réponse, je crois nécessaire d'en revenir aux origines mêmes de la droite et de la gauche, à la question de l'origine du mal dans l'homme.

D'où vient le mal dans l'homme ?

Le principe du socialisme est fort simple. L'homme est appelé à la liberté. Il faut donc le supposer digne de cette vocation, c'est à dire bon. Rousseau, le premier grand interprète de cette théorie, réécrit le récit biblique de la Chute. Le mal n'est pas entré dans le monde parce qu'un homme ou une femme l'auraient voulu, mais par « un funeste hasard », l'invention de la propriété privée, qui nous oblige à choisir entre soi et les autres. Surtout, le mal n'est pas entré dans le monde avec Adam, un individu, mais avec la vie collective. L'homme est innocenté, la société mise en cause. Nous sommes devenus mauvais parce que nous sommes *aliénés par la société*. Le mal vient non des individus, mais de la société qu'il convient par conséquent de changer. On se débarrasse du mal non par des discours édifiants, non par une pression sociale qui permettrait de s'assurer d'un minimum de conformisme moral, non par un ascétisme qui permettrait d'étrangler à la source nos passions mauvaises, mais en transformant une *société* qui nous rend malheureux et méchants. Rousseau écrit des *Confessions*, mais ce n'est pas pour s'accuser de son péché comme saint Augustin, c'est au contraire pour se justifier et pour se disculper. La racine du mal n'est plus la propension de l'individu à s'égaliser à Dieu, mais la dépendance à l'égard d'autrui, la tendance à se comparer aux autres. La question de fond ne porte plus sur le rapport vertical au Créateur, mais sur le rapport horizontal entre les hommes.

Les problèmes se posent moins à l'échelle de l'individu qu'à celle de l'organisation collective, et c'est pourquoi des penseurs inspirés de Rousseau ont inventé une nouvelle science pour comprendre le problème humain (la « sociologie »), et une nouvelle doctrine politique qui lui corresponde (le « socialisme. ») Aliéné par la société, l'homme doit analyser cette aliénation, puis s'en défaire énergiquement. L'homme s'avère malléable, profondément dépendant du contexte social, et donc perfectible : les uns diront par l'éducation, les autres par la révolution, tous se reconnaîtront dans l'idée de Progrès. A la différence de Rousseau, ceux qui ont mis leurs pieds dans ses traces ont généralement fait preuve d'un optimisme débordant.

Les réactionnaires contredisent perpendiculairement cette analyse. Ils se penchent sur le Mal dans l'homme et s'interrogent : pourquoi accorder la moindre liberté à ceux qui en feront le plus mauvais usage ? Le réactionnaire aspire non à changer la société, mais à prendre l'homme tel qu'il est – ou, du moins, tel qu'il le voit – c'est à dire essentiellement corrompu par le péché originel. Dans son *Examen d'un écrit de Jean-Jacques Rousseau*, Joseph de Maistre, le grand adversaire de la Révolution française, écrit : « Il est impossible que l'homme soit ce qu'il est et qu'il ne soit pas gouverné, car un être social et mauvais doit être sous le joug. » L'homme est trop méchant pour être libre, trop pervers pour qu'on lui demande son avis, qu'on fasse dépendre le gouvernement de son consentement. Plus on insiste sur la dépravation, la bassesse de l'homme, plus on justifie un gouvernement rigoureux, un Etat absolu. Pour l'école réactionnaire, toute autorité est bonne, dès lors qu'elle existe : le magistrat est bon, le peuple corrompu. Le premier besoin de la société n'est donc ni la liberté ni l'égalité, mais une autorité qui impose l'ordre comme il se doit : de haut en bas. La démocratie libérale, qui promeut la liberté et l'égalité, apparaît comme un idéal étrange et irréel. Il faut évidemment lui préférer un robuste régime autoritaire.

Une objection vient cependant immédiatement à l'esprit : pourquoi le gouvernement échapperait-il à la corruption universelle ? Si les hommes sont injustes, on ne voit pas quel miracle le magistrat échapperait lui-même à cette injustice. De Maistre n'ignore pas l'objection, puisqu'il l'oppose à l'auteur du *Prince* : « La vile et abominable politique de Machiavel n'a guère qu'un problème : comment un assassin pourra-t-il en prévenir un autre ? » Si le mal est partout, il est aussi dans le Prince ! A quoi bon un régime autoritaire ? La réponse de Maistre tient en un mot : Dieu. Tandis que Machiavel exclut toute théocratie, Maistre affirme que tout pouvoir est en son fond théocratique. Dieu apporte aux autorités en place une garantie divine qui permet d'introduire un peu d'ordre dans un monde désordonné. A la différence du peuple, le magistrat est susceptible d'être bon, car Dieu confère aux pouvoirs terrestres une dignité particulière.

On serait tenté d'écrire, comme un penseur libéral du dix-neuvième siècle : « jamais je n'ai lu dix pages du comte de Maistre sans éprouver une joie profonde de ne point penser comme lui. » Il faut aujourd'hui se réjouir que la droite contre-révolutionnaire qui s'est inspirée de Joseph de Maistre ait été défaits à de multiples reprises – comme la gauche révolutionnaire. Cependant, sur un certain plan, la querelle qui a opposé Maistre à Rousseau n'a rien perdu de son actualité. Le problème du mal ne saurait évidemment se réduire à l'importance qu'il a trouvée dans l'école réactionnaire au dix-neuvième siècle. Il suffit par exemple de se tourner vers les politiques pénales pour s'en aviser.

A gauche, dans une veine rousseauisante, on tend à voir dans le criminel une victime de la société – victime de la pauvreté, victime de son milieu. Des déterminismes sociaux ou économiques sont à l'œuvre, auxquels les hommes ne peuvent échapper sans une refonte de l'organisation sociale. Il faut être d'autant plus enclin à pardonner les individus qu'en faisant d'eux des criminels, la société a beaucoup à se faire pardonner. L'essentiel n'est donc assurément pas la punition, mais la rééducation, la réinsertion – voire la révolution. A droite, dans une veine anti-rousseauiste, on insiste au contraire sur la responsabilité individuelle, et non sur la dimension sociale. Le châtement honore celui qu'il châtie, car il suppose que le coupable était libre de ne pas ignorer la loi. Par son acte, le criminel s'exclut de la communauté civique dont il s'avère incapable de respecter les règles. L'essentiel n'est pas la position sociale que le crime est supposé refléter, mais la violation des lois qui rendent possible la vie en société.

Comment échapper à cette alternative entre droite réactionnaire et gauche socialiste ? Y aurait-il, entre ces deux extrêmes, une position intermédiaire ? S'agissant de politique pénale, par exemple, il est remarquable que, depuis Montesquieu, les libéraux ont contesté l'utilité de châtements trop cruels, sans pour autant se rallier à une politique de gauche. Il y aurait donc moyen de reconnaître que des punitions peuvent être inhumaines ou inutiles, que la prison est souvent un lieu de corruption, sans obscurcir l'élément fondamental : les coupables sont coupables avant d'être victimes, et les vraies victimes ne sont pas les coupables, mais les victimes des coupables.

Le libéralisme opposé aux socialistes comme aux réactionnaires

Les socialistes et les réactionnaires, qui s'opposent si volontiers les uns aux autres, s'accordent néanmoins sur un point non négligeable. De part et d'autre, on soutient que la liberté individuelle gagne à être limitée, soit parce qu'il s'agit avant tout d'organiser ou de réorganiser la société, soit parce qu'il s'agit de mettre en place une structure verticale de commandement. Socialistes et réactionnaires s'entendent pour refuser de subordonner la société telle qu'elle existe à la finalité que les libéraux lui assignent : la défense de la liberté individuelle. Socialistes et réactionnaires refusent avec la même énergie les conceptions libérales de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs.

Socialistes et réactionnaires partagent au fond le même désir de simplifier l'anthropologie : l'homme est soit mauvais soit bon. Par contraste, les libéraux concèdent aux réactionnaires que l'homme est capable du pire, en même temps qu'ils incluent un élément optimiste.

D'une part, le libéralisme présuppose que l'homme est suffisamment bon pour être laissé libre de ses mouvements. Comme l'explique Montesquieu, « les hommes, fripons en détail, sont en gros de très honnêtes gens. » En son fond, l'homme est honnête et travailleur, et il aime la liberté dont il tire un excellent parti. D'autre part, le libéralisme présuppose que l'homme est mauvais et organise la société en partant de cette présupposition. Bien loin de combattre le Mal sans merci, il s'en accommode, au nom d'un raisonnement simple : mieux vaut se servir des vices en vues de l'intérêt général que les affronter en vain. Plutôt que de se figurer naïvement qu'on peut rendre les citoyens altruistes, mieux vaut prendre son parti du péché originel et arranger le monde pour des hommes égoïstes, de manière à tirer du mal quelque bien.

Enclins à voir les choses du bon côté, les libéraux sont également enclins à s'attarder sur les aspects les plus fâcheux de l'existence. Cette combinaison a quelque chose de paradoxal. Les amis de la liberté, sembleraient devoir revendiquer un optimisme de fond : pourquoi s'en remettre à la liberté individuelle si ce n'est parce qu'on fait confiance aux qualités des êtres humains ? Mais les théoriciens du libéralisme le disent très franchement : l'être humain n'est pas toujours recommandable. « Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire », lit-on sous la plume de Madison, l'un des pères fondateurs du régime américain, qui se retient évidemment d'ajouter « puisque les hommes ne sont pas des anges, aucune liberté n'est justifiée. » A la différence des socialistes et des réactionnaires, les libéraux voient là non une contradiction, mais un paradoxe fécond.

« Ce à quoi vous aspirez, c'est à un Maître »

Après ce détour, j'en viens à la « liquidation » de l'héritage de 1968. On se souvient que, cette année là, le mois de mai fut l'occasion d'un carnaval improvisé : on goûta le désordre pour mieux apprécier les bienfaits de l'ordre. Mais l'ordre lui-même s'en est trouvé durablement modifié. D'inspiration gauchiste, le mouvement était à la fois dirigé contre les aspects réactionnaires de la société française, et contre le socialisme organisateur (de la SFIO comme du PCF.) Les contestataires s'en prenaient ainsi aux deux vieux adversaires du libéralisme. Pourtant, ils n'étaient pas à proprement parler libéraux. Ils entendaient évidemment porter des coups à la bourgeoisie libérale (réputée « bien pensante »), à laquelle ils opposaient leur scepticisme moral. S'ils n'allaient pas plus loin que les libéraux dans la critique de l'idéal organisateur, ils poussaient nettement plus avant la contestation de la Réaction, remettant en cause des institutions dont les libéraux n'avaient pas cru devoir se passer.

A la suite du carnaval, la société a grandement évolué. Le tutoiement a progressé, les femmes se sont émancipées. L'autorité a été remise en cause sous ses formes principales : celle de l'Eglise, celle du Parti, celle des pères de famille, celle des maîtres d'école. Premier visé par une révolte qui était d'abord et avant tout une révolte étudiante : le monde de l'enseignement. Sous l'influence de 68, une pédagogie plus ou moins directement inspirée des analyses développées par Rousseau, dans *L'Emile*, semble s'imposer partout – un rousseauisme sans sa dimension politique, sans l'exigeante citoyenneté du *Contrat social*. Un thème anarchiste qui n'avait pas cours sous la III^{ème} République a fait son apparition. L'école et l'université, en tant qu'institutions, en sont venues à faire l'objet d'une suspicion généralisée, dont on trouve un bon témoignage dans les pamphlets de Bourdieu. A l'idée progressiste de l'instituteur comme ambassadeur local des Lumières s'est substitué l'idée post-moderne de l'instituteur comme complice de génocides culturels (contre l'occitan, le breton...), qui hésite désormais à transmettre un savoir au contenu bien déterminé – si ce n'est celui de sa propre culpabilité. A l'idée républicaine de l'école comme moteur de la promotion sociale s'est substitué celle de l'école comme agent de la reproduction des inégalités, qu'elle favorise en transmettant la culture des dominants qu'intériorisent ainsi les dominés. L'organisation de la vie scolaire (l'emploi du temps, la répartition des « disciplines », la place du maître et des élèves) est analysée non comme un moyen d'apprentissage de la liberté, mais comme un moyen de dressage et d'entrainement. Il convient donc que le maître d'école prête désormais la plus grande attention aux particularités culturelles de ses élèves, et qu'il cesse d'imposer de haut en bas le Savoir dont il serait le prétendu détenteur. Ainsi s'étiole l'autorité du professeur, auquel on demande de se « mettre à l'écoute » de l'élève. L'élève est bon, et l'*institution* (qui est mauvaise), doit prendre garde à ne pas le corrompre.

Avec le temps, la dimension révolutionnaire de mai 68 a disparu, et n'a laissé qu'une dimension anarchiste dont on trouve une bonne illustration dans la figure du « bourgeois-bohème » ou « bobo. » Le régime issu du mouvement contestataire reprend certains éléments de la bourgeoisie classique, qu'il renonce finalement à contester : la peur de la mort violente et la passion d'acquiescer. Mais il lui ajoute, contre la « morale bourgeoise », cet élément « bohème », qu'on retrouve en particulier dans l'évolution de mœurs. L'avènement de cette bourgeoisie nouvelle manière soulève une question de fond : est-elle *plus* libérale ou *moins* libérale que la bourgeoisie classique ?

On peut soutenir que l'élément bohème va de pair avec un plus grand libéralisme. Le véritable impératif moral, outre l'autonomie (pour soi-même), est devenu la tolérance (envers autrui). Le devoir de correction fraternelle, avec son cortège de pressions sociales, n'est plus reconnu comme légitime, si ce n'est au nom de la tolérance même – d'où le nouveau code de politesse qu'est la *political correctness*.

Le caractère impératif de ce nouveau code de politesse invite cependant à se demander si l'ancien conformisme n'a pas cédé la place à un nouveau conformisme, non moins intolérant que le précédent. Plus

profondément, il n'est pas sûr que la remise en cause généralisée de l'autorité serve véritablement la cause de la liberté. Quand « le père s'habitue à devenir semblable à l'enfant et à craindre ses fils », quand « le maître craint ceux qui fréquentent son école, les cajole, et que ces derniers font peu de cas des maîtres », on n'est pas loin de la tyrannie : « la liberté excessive semble se muer en un esclavage excessif, à la fois pour l'individu et pour la cité » (Platon). En 1969, au terme d'un dialogue houleux avec les étudiants de Vincennes qui remettaient en cause son autorité professorale avec toute l'impertinence qui convenait, Jacques Lacan eût ce mot fameux : « Ce à quoi vous aspirez comme révolutionnaires, c'est à un Maître. Vous l'aurez. » On n'échappe pas à l'autorité. Les ennemis de l'autorité finissent par la retrouver, mais sur mode pathologique.

Le régime politique libéral fonctionnait naguère avec une certaine sévérité – en morale, les instituteurs de la III^{ème} République n'étaient pas très différents des curés qu'ils combattaient. La démocratie libérale peut-elle aussi bien fonctionner avec des bourgeois-bohèmes ? Ce régime est-il séparable d'un certain conservatisme en matière de mœurs ? La société s'est démocratisée, mais jusqu'à quel point cette démocratisation est-elle vraiment « libérale » au sens politique du mot ? L'héritage de 1968 renvoie à une distinction classique, bien qu'aujourd'hui délaissée, entre la licence (démocratique) et la liberté (libérale). On peut vouloir « liquider » l'héritage de 68 pour des motifs réactionnaires ou socialistes, mais aussi pour des motifs libéraux.